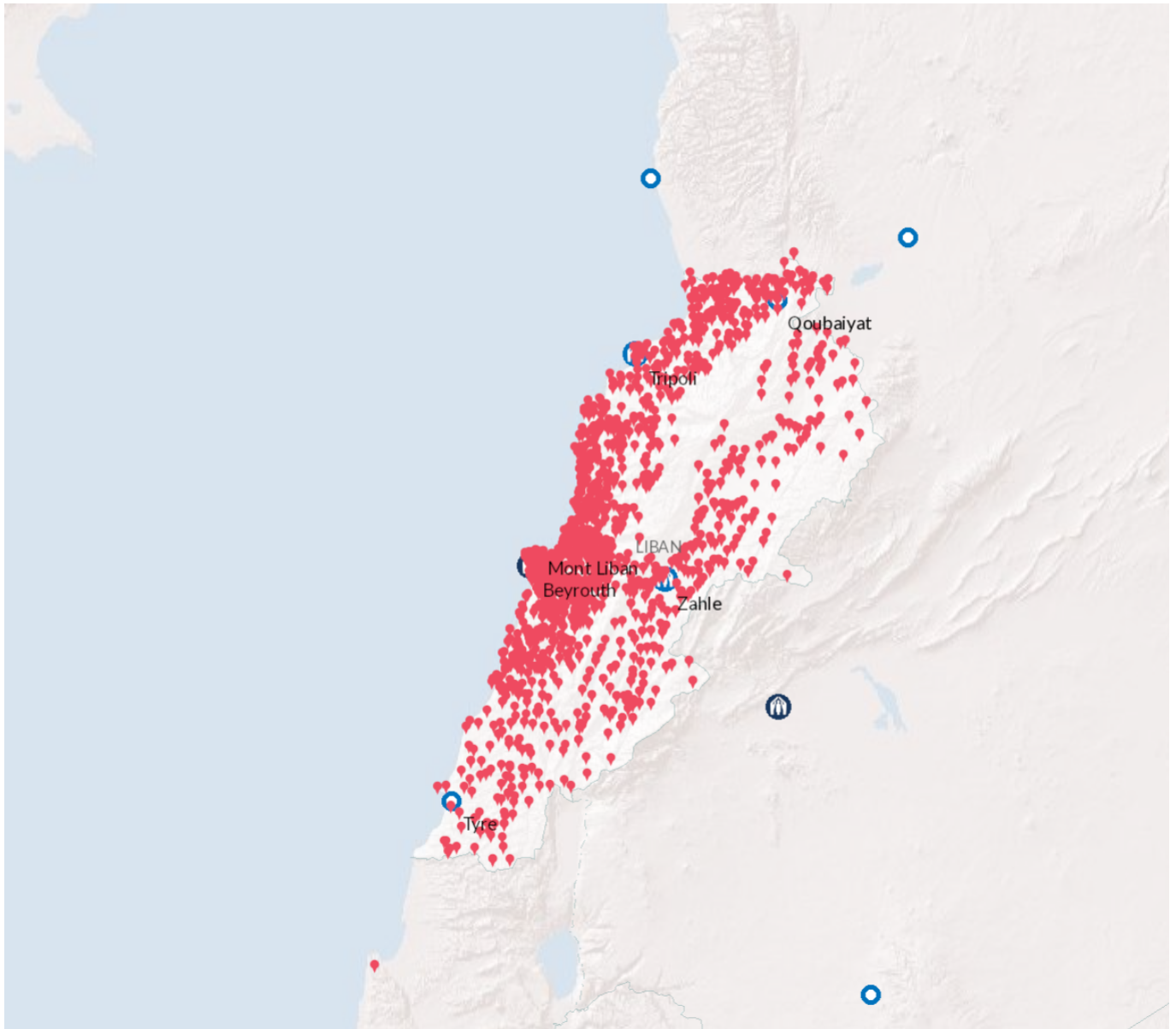


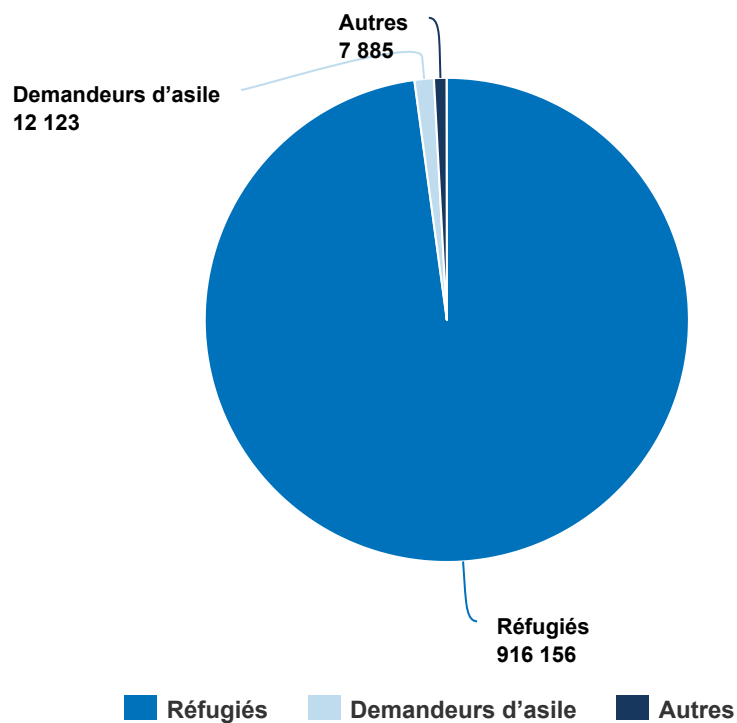
Opération: Liban



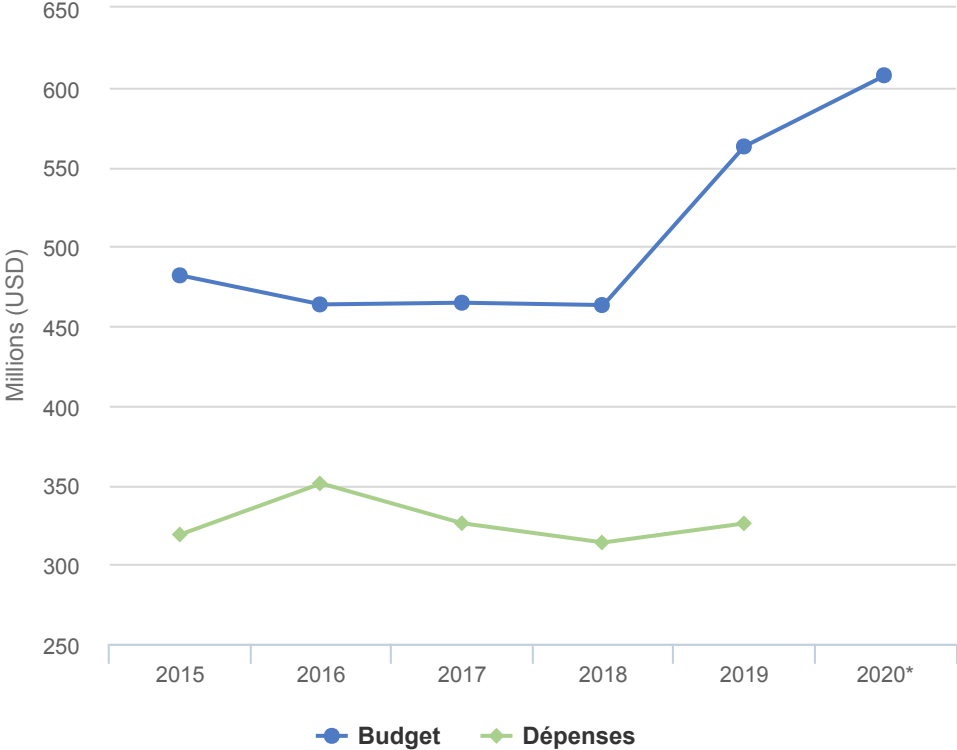
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 3% EN 2019

2019	936,164
2018	969,641
2017	1,018,416



Budgets et Dépenses - Liban



Contexte opérationnel

La présence prolongée de réfugiés est restée un thème principal des discours politiques et publics au Liban, avec des allusions régulières à ses conséquences, en particulier sur l'économie, le chômage et l'environnement.

À la mi-avril 2019, la décision d'appliquer plus strictement les lois et réglementations à l'égard des Syriens a motivé l'ordre de démanteler des structures d'abris non autorisés, à envisager l'expulsion des Syriens qui étaient entrés illégalement au Liban après le 24 avril 2019 et de faire respecter l'obligation de permis pour les travailleurs étrangers. Le HCR a plaidé pour que les décisions soient interprétées de manière non discriminatoire, dans le respect de la légalité, en évitant ou en atténuant la mise en œuvre de certaines mesures. Le HCR a continué d'exhorter le Gouvernement à appliquer les garanties de procédure prévues par la loi nationale aux cas d'expulsion pour prévenir le refoulement.

Le HCR a eu connaissance du retour de quelque 24 000 réfugiés en République arabe syrienne (Syrie) par leurs propres moyens ou en mouvements de groupe facilités par la Sécurité générale (une augmentation de 44% par rapport à 2018). Dans la mesure du possible, le HCR a soutenu les réfugiés en leur fournissant des documents d'état civil, des informations sur les services disponibles en Syrie et des vaccinations. Les principales raisons citées pour le retour comprenaient le regroupement avec la famille en Syrie, l'amélioration de la sécurité dans leur lieu de retour et leur situation socio-économique au Liban. Néanmoins, certains s'inquiétaient de l'impact de la crise économique au Liban sur l'économie intérieure de la Syrie et sur son potentiel à compromettre davantage la viabilité des retours.

Alors que la crise économique au Liban devenait plus tangible, des manifestations nationales demandant une réforme gouvernementale ont abouti à la démission du Gouvernement en octobre. L'inflation qui s'en est suivie et la perte d'emplois ont visiblement aggravé la pauvreté aussi bien des Libanais que des réfugiés et ces facteurs ont contribué à une multiplication des expulsions du fait de l'incapacité à payer les loyers à des manifestations de réfugiés devant les bureaux du HCR demandant une réinstallation dans des pays tiers et une aide humanitaire ainsi qu'à des préoccupations relative à la santé mentale. Une concurrence renforcée pour les ressources essentielles, s'ajoutant à l'absence d'un filet de sécurité sociale pour les Libanais pauvres a aiguisé les tensions intercommunautaires qui couvaient depuis des années. Afin d'atténuer les tensions et de préserver l'espace de protection dans les communautés d'accueil, le HCR a élargi son programme d'aide hivernale pour inclure certains Libanais vulnérables.

Malgré ces difficultés, le Liban a été bien représenté au Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2019 où il a présenté plusieurs engagements, notamment une réaffirmation d'engagements importants souscrits lors de la conférence de Bruxelles.

Tendances démographiques

Selon les estimations du gouvernement, le pays abritait 1,5 million de réfugiés syriens en 2019. Près de 914 600 réfugiés syriens avaient été enregistrés auprès du HCR au Liban fin 2019, soit un recul de près de 4% par rapport à 2018.

Le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile originaires de pays autres que la Syrie enregistrés auprès du HCR a atteint près de 18 000 fin 2019, une baisse d'à peine plus de 1% pendant l'année.

Au cours de l'année, des dossiers de réinstallation ont été présentés pour près de 10 900 réfugiés et quelque 8400 réfugiés sont partis pour des pays tiers.

Chiffres clés

- 900 000 individus ont reçu des transferts directs en espèces pour une valeur totale de plus de 156 millions de dollars.

- 260 000 familles réfugiées et libanaises ont perçu une aide hivernale.
- 181 400 réfugiés vulnérables ont bénéficié de meilleures conditions de vie grâce à des interventions sur les abris.
- Plus de 131 400 personnes ont eu accès aux centres communautaires, principalement aux bureaux d'information, pour des séances de sensibilisation et des formations pratiques.
- 65 400 transferts hospitaliers ont été réalisés pour des interventions vitales et obstétricales (dont 60% d'accouchements).
- 32 800 familles réfugiées ont reçu des aides mensuelles en espèces à usages multiples.

Principales réalisations

- Le HCR a maintenu et constamment actualisé sa base de données et près de 681 500 dossiers individuels ont été vérifiés et mis à jour.
- Les activités de plaidoyer et le soutien technique ont abouti à des changements politiques pour faciliter l'enregistrement des enfants nés de parents syriens au Liban, ce qui s'est traduit par une augmentation de 10% du nombre de naissances enregistrées par rapport à l'année précédente.
- L'engagement communautaire a permis d'accroître le partage d'informations au sein des communautés de réfugiés ainsi que l'identification et l'orientation des personnes ayant des besoins de protection et d'assistance. En 2019, chaque heure, 4 496 réfugiés ont été conseillés ou ont reçu des informations et indications sur la protection et les services d'assistance.
- Le programme d'éducation du HCR a contribué à l'augmentation de 6% de la scolarisation des enfants réfugiés dans l'enseignement primaire. Le programme a bénéficié du soutien de plus de 150 réfugiés bénévoles qui ont diffusé l'information, signalé les enfants non scolarisés et proposé des solutions aux problèmes liés à l'éducation.
- Pour le Forum mondial sur les réfugiés, le HCR et le Gouvernement libanais ont produit une brochure conjointe sur les bonnes pratiques du Liban dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés, et des engagements importants ont été pris par le Gouvernement, les réseaux de la société civile et les acteurs religieux sur la politique et la pratique ainsi que sur un dialogue reposant sur des données réelles.

Besoins non satisfaits

- Aucune décision n'a été prise par le Gouvernement pour prolonger l'exonération des frais pour les permis de résidence temporaire des réfugiés. Le nombre de réfugiés munis de permis de résidence valables a en conséquence diminué, ce qui a eu des répercussions sur leur capacité à se déplacer librement sans risquer d'être arrêtés et détenus. Par contre, la Sécurité générale a autorisé le HCR à accompagner les réfugiés lorsqu'ils présentaient une demande de résidence, permettant à des centaines de réfugiés de renouveler leur permis temporaire.
- L'opération n'étant financée qu'à hauteur de 58% en 2019, moins de la moitié des familles réfugiées syriennes extrêmement vulnérables ont reçu des aides mensuelles en espèces à usages multiples en raison de la pénurie de fonds par rapport aux besoins globaux. De même, le HCR n'a pas été en mesure d'aider toutes les familles réfugiées d'autres nationalités qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Les évaluations annuelles de la vulnérabilité ont montré une aggravation de la pauvreté et de l'endettement, entraînant une fragilité grandissante à l'exploitation et un recours croissant à des mécanismes d'adaptation négatifs.
- Face à la hausse du chômage et de la pauvreté chez les réfugiés et les Libanais, les tensions intercommunautaires se sont accentuées du fait de la concurrence pour les rares ressources. Les ressources disponibles pour atténuer l'impact de la présence des réfugiés sur les services, les infrastructures locales et les moyens de subsistance étaient insuffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux.

Dépenses 2019 - Liban | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Budget final	562,007,934	753,045	562,760,979
	17,358,488	687,949	18,046,436
Total des fonds disponibles	17,358,488	687,949	18,046,436
Dépenses par objectif			
Environnement de protection favorable			
Cadre juridique et politique	1,050,892	204,233	1,255,125
Institutions et pratiques administratives	5,810,040	0	5,810,040
Aide juridique et recours judiciaires	2,792,812	307,831	3,100,643
Accès au territoire	999,703	0	999,703
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	4,065,536	0	4,065,536
Sous-total	14,718,984	512,063	15,231,047
Processus de protection et documents adéquats			
Enregistrement et établissements des profils	8,007,625	0	8,007,625
Procédures de détermination du statut de réfugié	1,399,006	0	1,399,006
Documents d'état civil	1,827,680	0	1,827,680
Sous-total	11,234,311	0	11,234,311
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Prévention et interventions liées aux VSS	6,177,247	0	6,177,247
Risques de détention arbitraires	1,563,682	0	1,563,682
Protection des enfants	4,802,796	0	4,802,796
Sous-total	12,543,726	0	12,543,726
Besoins de base et services essentiels			
Santé	44,222,027	0	44,222,027
Eau	2,278,926	0	2,278,926
Hygiène et assainissement	5,572,328	0	5,572,328
Abris et infrastructures	10,339,471	0	10,339,471
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	165,164,468	0	165,164,468
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	10,890,341	0	10,890,341
Éducation	13,584,837	0	13,584,837

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Sous-total	252,052,399	0	252,052,399
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	11,702,874	0	11,702,874
Coexistence avec les communautés locales	4,734,650	0	4,734,650
Sous-total	16,437,524	0	16,437,524
Solutions durables			
Réinstallation	3,676,085	0	3,676,085
Sous-total	3,676,085	0	3,676,085
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	2,930,029	0	2,930,029
Relations avec les donateurs	1,071,101	0	1,071,101
Sous-total	4,001,131	0	4,001,131
Appui à la logistique et aux opérations			
Approvisionnement et logistique	2,174,735	0	2,174,735
Gestion des opérations, coordination et appui	8,220,020	156,194	8,376,215
Sous-total	10,394,755	156,194	10,550,949
Dépenses totales en 2019	325,058,914	668,257	325,727,171